

Les cinq cohérences du Gouvernement

Pour la seconde fois en quelques semaines, Laurent Mauduit instruit malicieusement à charge contre la politique du Gouvernement, sans que la défense ait été appelée à s'exprimer. Je m'invite donc cordialement au débat pour alerter sa vigilance sur les cinq remarques lacunaires de sa dernière démonstration qui qualifie d'incohérences ce qui au contraire résulte d'une volonté politique du gouvernement.

1-En matière de politique de revenus, le gouvernement serait resté inerte ! Tout au contraire, la baisse d'impôts sur le revenu, la convergence des Smic vers le haut relevant le pouvoir d'achat de plus de la moitié de ses bénéficiaires de 11,5 % entre 2003 et 2005, le relèvement de la prime pour l'emploi, décidés malgré le dérapage du déficit hérité de la précédente gestion, témoignent de la volonté déterminée de soutenir le pouvoir d'achat des Français, ce qui s'est mesuré et retrouvé incontestablement dans la consommation et donc dans la croissance. L'argument de la suppression du dispositif de TIPP flottante est anecdotique quant on sait que le prix du carburant à la pompe reste, malgré le conflit au Proche-Orient, inférieur à celui de septembre 2000.

2-Nous créerions des menaces sur l'offre au détriment des entreprises à cause des taux élevés que devrait maintenir la BCE du fait de la politique budgétaire française.

Rappelons d'abord que la dégradation du taux de marge au cours des dernières années tient dans une large mesure à l'affaiblissement de la productivité lié à la **mise en œuvre des 35 heures**. Au-delà de ce facteur structurel et du repli des marchés financiers, l'atonie de l'investissement tient surtout à une insuffisance de la demande et non à un problème d'offre.

Au surplus, **des mesures fortes d'allégement de charge ont été prises en faveur des entreprises** : près de 3 milliards d'euros en 2003, avec l'approfondissement des allègements de charges sur les bas salaires, la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et les contrats jeunes sans charges. Sans oublier les mesures pour libérer les entreprises de contraintes inutiles (assouplissement des 35 heures, suspension de la loi dite de modernisation sociale ...).

Il serait pour le moins **paradoxal**, d'un côté, de regretter que les pouvoirs publics ne fassent rien pour soutenir la demande, et de l'autre, de souligner les méfaits potentiels de l'accroissement du déficit public. Les enquêtes de conjoncture attestent que les entreprises jugent leurs conditions de financement favorables. Le poids des charges d'intérêt dans

la valeur ajoutée reste à un niveau modeste. Ainsi, alors que les surcapacités sont largement résorbées, rien ne s'oppose à ce que l'investissement reparte dès que l'horizon s'éclaircira.

Enfin, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'un pays laisse jouer **les stabilisateurs automatiques**, comme le fait la France, face à un affaiblissement sensible de la demande interne et externe. Ce n'est pas s'écarter du "bon chemin", ni risquer de déclencher une réaction négative des autorités monétaires, dès lors que les dépenses sont tenues.

3-Le gouvernement n'aurait pas les moyens de baisser les impôts et de revenir à 2,9 % de déficit par rapport au PIB. S'appuyer sur de soi-disant " simulations secrètes " de Bercy pour étayer un scénario budgétaire apocalyptique et parler d' " équations budgétaires " ne convainc pas, alors même que les prévisions de finances publiques transmises à Bruxelles sont plus sincères qu'elles ne l'ont jamais été. Pour avoir dénoncé et démontré le mensonge budgétaire dans le passé, chacun peut compter sur moi, et sur l'idée que je me fais de l'honneur, pour ne jamais m'abandonner aux pratiques du passé. Il est, en conséquence, faux d'affirmer que le gouvernement serait confronté à une équation budgétaire insoluble. C'est affaire de volonté, de solidarité et de méthode. Au nom de quoi, dans un pays qui engage 570 Mds€ de dépenses budgétaires et sociales, serait-il impossible de se donner l'objectif de réduire le solde de 9Mds€ ? La France serait-elle à ce point résignée sur sa capacité à décider de son destin qu'il lui serait désormais impossible d'infléchir le rythme de ses dépenses ?

Quant à la poursuite de la baisse des impôts, dont la TVA, énoncée comme impossible, faut-il rappeler que le précédent gouvernement affirme les avoir allégés lui-même d'environ 2 points de PIB ? La croissance l'a aidé, certes. Elle permettra, le moment venu, au nouveau gouvernement, de faire de même. Mais cette fois, de manière responsable, c'est-à-dire en réduisant les dépenses à due concurrence. Puisque chacun sait qu'aucune baisse d'impôts n'est durable si elle n'est assise sur une baisse équivalente de dépenses pérennes.

4-A propos des dépenses, celles qui sont privilégiées et auraient été trop accrues sont celles qui concourent directement à rétablir l'autorité de l'Etat dans ses prérogatives régaliennes, celles de police, de justice, de défense. Les premiers résultats sont d'ailleurs tangibles et les Français le reconnaissent. En revanche, les ministères en charge de ces missions fondamentales, pas plus que les autres ministères, ne sont dispensés de maîtriser les dépenses courantes qui n'ont rien de régaliennes et sont communes à toute l'action publique. Les ministres concernés le savent et s'appliquent, à raison de l'importance pour les Français des fonctions qu'ils exercent, à supprimer tout gaspillage et optimiser les crédits qu'ils leur sont alloués, dès le premier euro.

C'est encore sur la base d'une " confiance " qu'une hypothèse " conventionnelle " de 50.000 suppressions d'emplois serait retenue pour 2004. Curieusement, les affirmations les plus irréalistes s'appuient toujours sur des documents secrets. En revanche, il n'est nul besoin d'être expert pour considérer que, si le précédent gouvernement a décidé de 45.000 emplois nouveaux dans la fonction publique d'Etat, sans amélioration apparente du service rendu aux Français, il ne serait pas indécent de faire le contraire. C'est-à-dire : ne pas remplacer l'intégralité des départs à la retraite, avec les réformes qui permettent un meilleur service pour nos compatriotes.

5-J'en termine avec l'assurance maladie dont l'accroissement des dépenses rendrait inéluctable l'augmentation de la CSG. Peut-on considérer que les Français tolèreront indéfiniment l'augmentation des prélèvements sur le fruit de leur travail au motif que certaines catégories de dépenses, pour nobles qu'elles soient, seraient réputées immaîtrisables ? J'affirme pour ma part exactement le contraire. Ils attendent de leurs représentants une maîtrise juste et responsable des dépenses qui sont engagées en leur nom et pour leur compte. Ces dépenses, à leurs yeux, ne doivent pas dépasser leur capacité contributive. Ils sont indignés à l'idée qu'on puisse leur en dissimuler la dérive par la dette qui serait cyniquement ainsi renvoyée à leurs enfants. Certes, cela suppose de renforcer la responsabilité individuelle de chacun, mais c'est l'honneur de la politique de placer chaque citoyen face à ses responsabilités.

C'est au nom de cette conviction profonde et inébranlable fondée sur vingt années d'engagement ininterrompu au service de nos concitoyens que j'ai souhaité relever les lacunes sur lesquelles se fondaient les prétendues incohérences de la politique économique du gouvernement. Il ne promet ni " tout et son contraire ". Mais la sincérité, le courage et l'effort. Et il sait que des millions de Français seront pour ce faire à ses côtés.